



Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire "Pays de Cadours"

PROCÈS – VERBAL CONSEIL SYNDICAL COX

Séance du 27 novembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le 27 novembre 2023, le Conseil Syndical du S.I.V.S "Pays de Cadours", dument convoqué est appelé à siéger en session ordinaire sous la présidence de Didier LAFFONT, Président.

Ouverture de la séance à :17h41

DESIGNATION SECRETAIRE SEANCE

Rapporteur : Président

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, indique qu'il convient de désigner le (la) secrétaire pour la durée de la séance du Conseil Syndical.

Il est proposé au Conseil Syndical de désigner : Mélanie DUPRAT

| | | | | | | | |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|
| Vote : | 11 | Pour : | 11 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|

APPEL NOMINATIF DES MEMBRES

Rapporteur : Madame, Monsieur la (le) secrétaire de séance

Appel nominatif des membres de l'assemblée :

PRÉSENTS :

| Commune | Délégué Titulaire | Présents | Absents | Délégué Suppléant | Présents |
|----------------------|--------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------|
| Brignemont | BOUSSAROT Jérôme | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | VIEU Nelly | <input type="checkbox"/> |
| Brignemont | FONTES Sandra | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | BRANDO Pascal | <input type="checkbox"/> |
| Cabanac Séguenville | NARGUET Anne Marie | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | DUPRAT Mélanie | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Cadours | LAFFONT Didier | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | SACAREAU Régine | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Cadours | JULIAN Marc | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | HERAUT FLAMANT Céline | <input type="checkbox"/> |
| Caubiac | SAINZ Josette | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | GOLSE Brigitte | <input type="checkbox"/> |
| Cox | LOUDIN Céline | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | MEUNIER Laurent | <input type="checkbox"/> |
| Cox | BOURGEOIS Coralie | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | CLEMENÇON Christian | <input type="checkbox"/> |
| Drudas | DULONG Denis | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | FUNDARO Sébastien | <input type="checkbox"/> |
| Le Grès | BARBREAU Robert | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | CAREL Marie Josée | <input type="checkbox"/> |
| Lagraulet St Nicolas | SENOCC Christian | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | JEANCLOS Marion | <input type="checkbox"/> |
| Laréole | GAUTHE Fabien | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | DARDENNE Corinne | <input type="checkbox"/> |
| Puysségur | LINDAN Éric | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | LAVERGNE Clémence | <input type="checkbox"/> |
| Vignaux | LECONTE Roland | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | LABAT Elise | <input type="checkbox"/> |

Date de la convocation : 17/11/2023

Nombre de membres en exercice : 14

Nombre de Conseillers
présents :

11

APPROBATION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL SYNDICAL PRECEDENT

Rapporteur : Président

Le Président invite l'assemblée à lui faire part d'éventuelles remarques sur le procès-verbal du Conseil Syndical précédent.

(Le procès-verbal sera corrigé en conséquence).

Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré, adopte le procès-verbal et invite le Président et le/la secrétaire de la séance correspondante à le signer.

| | | | | | | | |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|
| Vote : | 11 | Pour : | 11 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|

ORDRE DU JOUR

Rapporteur : Monsieur le Président

1. Mise en place Compte Epargne Temps
2. Création poste adjoint d'animation 28h – direction ALAE RPI
3. Recrutement personnel non titulaire
4. Adhésion convention de participation prévoyance
5. Révision tarifs services scolaires – janvier 2024
6. Autorisation engagement, liquidation et mandatement investissement 2024
7. Autorisation de virement de crédits entre chapitres
8. Décision modificative N°1
9. Décision modificative N°2
10. Cadence des amortissements obligatoire M57
11. Demande de subvention auprès de la Caisse Allocations Familiales dans le cadre du Fonds Public et Territoire
12. Matériel de lavage restaurants scolaires – demandes subventions Caisse Allocations Familiales, Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie et Conseil Départemental 31

Point à rajouter à l'ordre du jour :

Questions et Sujets divers :

- A. RENOVATION ENERGETIQUE ECOLE ELEMENTAIRE CADOURS
- B. EFFECTIFS SCOLAIRES 2024/2025
- C. INVESTISSEMENT ALAE / ALSH
- D. FONDS DE SOUTIEN – REVALORISATION GRILLE ET POINT D'INDICE
- E. PRIME POUVOIR D'ACHAT
- F. PETITS DEJEUNERS

Rapporteur : Président

Monsieur Le Président indique au Conseil Syndical que :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale,

Vu la circulaire ministérielle n°10-007135-D du 31 mai 2010 relative à la réforme du compte épargne temps dans la fonction publique territoriale.

Vu l'avis du CST en date du 17/10/2023

Considérant ce qui suit :

Monsieur le Président rappelle que l'instauration du compte épargne-temps est obligatoire dans les collectivités territoriales et dans leurs établissements publics mais l'organe délibérant doit déterminer, après avis du Comité Technique, les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du compte épargne-temps, ainsi que les modalités d'utilisation des droits.

Ce compte permet à leurs titulaires d'accumuler des droits à congés rémunérés en jours ouvrés.

L'ouverture du CET peut se faire à tout moment de l'année, de droit et sur la demande de l'agent fonctionnaire titulaire et de l'agent contractuel de droit public, qu'il occupe un emploi à temps complet ou un ou plusieurs emplois à temps non complet, sous réserve qu'il soit employé de manière continue et ait accompli au moins une année de service.

Les fonctionnaires stagiaires ne peuvent pas bénéficier d'un compte épargne-temps, s'ils en avaient déjà ouvert un auparavant, ils ne peuvent, durant le stage, ni utiliser leurs droits, ni en accumuler de nouveaux.

Les agents contractuels de droit privé ne peuvent pas bénéficier d'un compte épargne temps.

Le nombre total de jours inscrits sur le CET ne peut excéder 60 jours, l'option de maintien sur le CET de jours épargnés ne peut donc être exercée que dans cette limite.

Les nécessités de service ne pourront être opposées lors de l'ouverture de ce compte mais seulement à l'occasion de l'utilisation des jours épargnés sur le compte épargne-temps. Tout refus opposé à une demande de congés au titre du compte épargne-temps doit être motivé.

A l'issue d'un congé de maternité, de paternité, d'adoption ou de solidarité familiale (accompagnement d'une personne en fin de vie), l'agent bénéficie de plein droit, sur sa demande, des droits à congés accumulés sur son CET

Le compte épargne-temps peut être utilisé sans limitation de durée. Le fonctionnaire conserve ses droits à congés acquis au titre du compte épargne temps en cas notamment de mutation, d'intégration directe, de détachement, de disponibilité, d'accomplissement du service national ou d'activités dans la réserve opérationnelle ou la réserve sanitaire, de congé parental, de mise à disposition ou encore de mobilité auprès d'une administration, d'une collectivité ou d'un établissement relevant de l'une des trois fonctions publiques.

Au plus tard à la date d'affectation de l'agent, la collectivité ou l'établissement d'origine doit lui adresser une attestation des droits à congés existant à cette date. Elle doit également fournir cette attestation à l'administration ou à l'établissement d'accueil.

Au plus tard à la date de réintégration de l'agent dans sa collectivité ou son établissement d'origine, la collectivité ou l'établissement d'accueil doit lui adresser une attestation des droits à congés existant à l'issue de la période de mobilité. Elle doit également fournir cette attestation à l'administration ou à l'établissement dont il relève.

Article 1 : Règles d'ouverture du compte épargne-temps :

La demande d'ouverture du compte épargne-temps doit être effectuée par écrit auprès de l'autorité territoriale. Cette demande se fera par remise du formulaire de demande d'ouverture ci-annexé à la présente délibération.

Article 2 : Règles de fonctionnement et de gestion du compte épargne-temps :

Le compte épargne-temps peut être alimenté par le report :

- D'une partie des jours de congés annuels, en veillant à ce que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année ne soit pas inférieur à 20 jours (proratisés pour les agents à temps partiel et à temps non complet), ainsi que les jours de fractionnement. Ainsi, pourront être déposés sur le CET dans une année, les jours de congés annuels au-delà des 20 jours posés, soit 7 jours maximum.

L'alimentation du compte épargne-temps doit être effectuée par demande écrite de l'agent avant le 31 décembre de chaque année.

L'agent est informé des droits épargnés et consommés annuellement, au mois de Janvier N+1.

Article 3 : Modalités d'utilisation des droits épargnés :

Les jours accumulés sur le compte épargne-temps peuvent être utilisés uniquement sous forme de congés.

Article 4 : Règles de fermeture du compte épargne-temps :

Sous réserve de dispositions spécifiques, en cas de cessation définitive des fonctions, le compte épargne temps doit être soldé à la date de la radiation des cadres pour le fonctionnaire ou des effectifs pour l'agent contractuel de droit public.

Où l'exposé du président le conseil syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents décide :

- **D'adopter** les propositions détaillées dans la présente délibération ci-dessus relatives à l'ouverture, le fonctionnement, la gestion, la fermeture du compte épargne-temps (CET), ainsi que les modalités de son utilisation par l'agent mentionnés dans la présente délibération, dispositions mises en œuvre au titre de l'année 2024.
- **D'autoriser** Monsieur le Président à signer toutes pièces relatives à la mise en œuvre du CET au sein du SIVS du pays de Cadours aux conditions fixées ci-dessus.

| | | | | | | | |
|---------------|-----------|---------------|-----------|---------------------|----------|-----------------|----------|
| Vote : | 11 | Pour : | 11 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|---------------|-----------|---------------|-----------|---------------------|----------|-----------------|----------|



2. CREATION POSTE D'ADJOINT D'ANIMATION 28 HEURES – DIRECTION ALAE RPI DELIBERATION N°20231127 50

Rapporteur : Président

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 332-8.2° et L. 313-1,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

Sur le rapport de Monsieur le Président, il est ainsi proposé aux membres du conseil syndical présents :

- La création à compter du 01/09/2024 d'un emploi de Directrice/Directeur de structure d'accueil collectif de mineurs et d'Animatrice/Animateur, à temps non complet pour 28 heures hebdomadaires soit 28/35^{ème},
- L'agent exercera les missions suivantes, sur les temps **périscolaires et extrascolaires des différentes structures d'accueil du SIVS :**

Pour la direction :

- Concevoir, piloter et évaluer le projet pédagogique de la structure
- Participer à l'organisation de l'accueil des enfants et des familles
- Encadrer et animer les équipes d'animation
- Accompagner les équipes dans la préparation, l'animation et l'évaluation des différents projets
- Animer et coordonner les réunions d'équipe
- Développer les partenariats
- Être garant des règles d'hygiène et de sécurité

Pour l'animation :

- Préparer, animer et évaluer les activités de loisirs en cohérence avec le projet éducatif et le projet pédagogique de la structure
 - Assurer la sécurité morale, physique et affective des enfants
 - Construire des liens avec les parents et la communauté éducative
 - Participer aux réunions
 - Assurer tous les temps de la vie quotidienne
 - Veiller au bon usage du matériel et des locaux
- Cet emploi pourra être occupé par un fonctionnaire de :
- **Catégorie C**, aux grades
 - D'adjoint d'animation,
 - D'adjoint d'animation de 2^{ème} classe
 - D'adjoint d'animation de 1^{ère} classe

Ou

- **Catégorie B**, aux grades
 - Animateur (1^{er} grade)
 - Animateur principal de 2^{ème} classe (2^{ème} grade)
 - Animateur principal de 1^{ère} classe (3^{ème} grade)

Où l'exposé du président le conseil syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents décide :

- D'approuver la création de poste

| | | | | | | | |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|
| Vote : | 11 | Pour : | 11 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|



3. RECRUTEMENT PERSONNEL NON TITULAIRE

DELIBERATION N°20231127 51

Rapporteur : Président

Monsieur le Président expose au conseil syndical qu'il est nécessaire de prendre une délibération autorisant le recrutement de personnel non titulaire.

Cette délibération permettra de recruter des agents non titulaires pour besoins saisonniers et occasionnels (personnel en maladie, surcroit de travail etc...).

Il est proposé de créer des postes pour emplois saisonniers d'une durée maximum de 6 mois et des postes pour travaux occasionnels d'une durée maximum de 3 mois renouvelable exceptionnellement une fois pour 3 mois.

Monsieur le Président propose de créer les postes suivants :

| | |
|---|----|
| ADJOINT TECHNIQUE 2 ^{ème} classe | 20 |
| ADJOINT TECHNIQUE 1 ^{ère} classe : | 2 |
| ADJOINT ADMINISTRATIF 2 ^{ème} classe : | 2 |

| | |
|---|----|
| ADJOINT ADMINISTRATIF 1 ^{ère} classe : | 2 |
| ADJOINT D'ANIMATION : | 2 |
| ATSEM : | 2 |
| CONTRAT ENGAGEMENT EDUCATIF : | 15 |

Où l'exposé du président le conseil syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents décide :

- D'approuver ces créations de postes pour l'emploi saisonnier.

| | | | | | | | |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|
| Vote : | 11 | Pour : | 11 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|

4. ADHESION CONVENTION DE PARTICIPATION PREVOYANCE

DELIBERATION N°20231127 52

Rapporteur : Président

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 28/09/2023

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée :

Les centres de gestion concluent pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et afin de couvrir pour leurs agents, au titre de la protection sociale complémentaire, les risques mentionnés à l'article L 827-1, des conventions de participation avec les organismes mentionnés à l'article L 827-5 dans les conditions prévues à l'article L 827-4, précision étant donné que les risques concernés sont ceux relatifs aux risques dits de Santé et de Prévoyance.

Monsieur Le Président indique que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Garonne (CDG31) a réalisé une procédure de mise en concurrence pour l'obtention d'une convention de participation en Prévoyance et que cette convention de participation a été attribuée au Groupement Alternative Courtage (courtier)/TERRITORIA (Mutuelle).

Monsieur Le Président précise que compte tenu de la couverture proposée à effet au 1er janvier 2024 et à adhésion facultative pour les collectivités et établissements publics, la collectivité décide d'adhérer à cette convention de participation à compter du 1er janvier 2024, étant précisé que sa durée est de 6 ans et prorogable un an.

Il est précisé que la rétribution du CDG31 pour cette mission d'accompagnement se réalisera de la manière suivante :

1^{ère} année d'adhésion : sur la base de l'effectif des agents adhérents à une couverture au 1er janvier de l'année d'adhésion, soit 31€ x nombre d'agents adhérents à une couverture

Par la suite, toute nouvelle adhésion à une couverture par un agent donne lieu à la facturation de 31€ par nouvel agent adhérent à une couverture.

La réduction du nombre d'agents adhérents à une couverture n'a aucun effet sur les sommes déjà versées au titre d'une mutualisation du dispositif.

Pour les structures d'un effectif inférieur ou égal à 5 fonctionnaires (titulaires ou stagiaires) au moment de l'adhésion au service par la structure : pas de frais de gestion.

Monsieur le Président précise que la participation de l'employeur est obligatoire dans le cadre de ce dispositif et elle est fixée à 7€/mois et par agent

- Le Conseil syndical, sur le rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents

Décide :

Article 1 : D'adhérer à la convention de participation en Prévoyance mise en place par le CDG31, à effet au 1er janvier 2024 et attribuée au groupement Alternative Courtage (courtier)/TERRITORIA (mutuelle).

Article 2 : De fixer la participation de l'employeur obligatoire dans le cadre de ce dispositif est fixée à 7 €/mois et par agent

Etant précisé que cette participation ne pourra être versée qu'exclusivement dans le cadre d'une adhésion de l'agent à la convention de participation en cause.

| | | | | | | | |
|---------------|-----------|---------------|-----------|---------------------|----------|-----------------|----------|
| Vote : | 11 | Pour : | 11 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|---------------|-----------|---------------|-----------|---------------------|----------|-----------------|----------|

5. REVISIONS DE TARIFS SERVICES SCOLAIRES – JANVIER 2024

DELIBERATION N°20231127 53

Rapporteur : Président

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée qu'en juin dernier, suite à un nouvel appel d'offres pour la fourniture et la livraison des repas, le SIVS et malgré des négociations a été confronté à une hausse des prix d'achat des repas de l'ordre de 20%. Ce surcout venant s'ajouter à tous les couts induits comme ceux de l'énergie dont la flambée influe et impacte grandement le prix des prestations mises à la disposition des familles.

Monsieur le Président précise que le SIVS du Pays de Cadours avait dû se résoudre à ajuster ses tarifs en septembre 2023.

Monsieur le Président rappelle que le SIVS ayant conventionné avec les services de l'Etat pour la mise en place d'une tarification sociale des cantines scolaires au 1er janvier 2023, les tranches 1 à 4 QF inférieur ou égal à 1000€ le tarif à 1€ sera maintenu.

Pour les tranches supérieures, ou égal à 1001€, le SIVS continue de prendre à sa charge entre 65 et 68% du cout du service de restauration.

Monsieur le Président et les membres du bureau du SIVS proposent donc à l'assemblée que, les tarifs de l'ensemble des prestations de services qui sont proposées aux familles soient revus légèrement à la hausse à compter du 1er janvier 2024.

| RESTAURATION SCOLAIRE | | MATERNELLE | | | | | | ELEMENTAIRE | | | | | |
|-----------------------|------------------|--------------|--------|--------|------------------------|--------|--------|--------------|--------|--------|------------------------|--------|--------|
| | | RESTAURATION | | | ACCES AU SERVICE - PAI | | | RESTAURATION | | | ACCES AU SERVICE - PAI | | |
| | | Restauration | ALAL | TOTAL | Restauration | ALAL | TOTAL | Restauration | ALAL | TOTAL | Restauration | ALAL | TOTAL |
| Tranche 1 | De 0€ à 400€ | * 3,69 € | 0,17 € | 3,86 € | 1,93 € | 0,16 € | 2,09 € | * 3,81 € | 0,18 € | 3,99 € | 1,93 € | 0,18 € | 2,11 € |
| Tranche 2 | De 401€ à 600€ | * 3,69 € | 0,18 € | 3,87 € | 1,93 € | 0,18 € | 2,11 € | * 3,81 € | 0,19 € | 4,00 € | 1,93 € | 0,19 € | 2,12 € |
| Tranche 3 | De 601€ à 800€ | * 3,72 € | 0,19 € | 3,92 € | 1,93 € | 0,19 € | 2,12 € | * 3,84 € | 0,21 € | 4,04 € | 1,93 € | 0,20 € | 2,13 € |
| Tranche 4 | De 801€ à 1000€ | * 3,88 € | 0,22 € | 4,10 € | 1,93 € | 0,21 € | 2,14 € | * 3,99 € | 0,23 € | 4,22 € | 1,93 € | 0,23 € | 2,16 € |
| Tranche 5 | De 1001€ à 1200€ | 4,09 € | 0,23 € | 4,32 € | 1,93 € | 0,23 € | 2,16 € | 4,20 € | 0,24 € | 4,44 € | 1,93 € | 0,24 € | 2,17 € |
| Tranche 6 | De 1201€ à 1400€ | 4,29 € | 0,24 € | 4,53 € | 1,94 € | 0,24 € | 2,18 € | 4,40 € | 0,26 € | 4,66 € | 1,94 € | 0,26 € | 2,20 € |
| Tranche 7 | De 1401€ à 1700€ | 4,51 € | 0,26 € | 4,77 € | 1,94 € | 0,25 € | 2,19 € | 4,64 € | 0,27 € | 4,91 € | 1,94 € | 0,27 € | 2,21 € |
| Tranche 8 | De 1701€ à 2000€ | 4,76 € | 0,27 € | 5,03 € | 1,94 € | 0,27 € | 2,21 € | 4,89 € | 0,28 € | 5,17 € | 1,94 € | 0,28 € | 2,22 € |
| Tranche 9 | De 2001€ à 3000€ | 5,06 € | 0,29 € | 5,35 € | 1,94 € | 0,28 € | 2,22 € | 5,20 € | 0,31 € | 5,51 € | 1,94 € | 0,31 € | 2,25 € |
| Tranche 10 | Plus de 3001€ | 5,33 € | 0,31 € | 5,64 € | 1,94 € | 0,31 € | 2,25 € | 5,47 € | 0,32 € | 5,79 € | 1,94 € | 0,32 € | 2,26 € |
| Tranche 11 | Occasionnelle | 6,16 € | 0,32 € | 6,48 € | 1,97 € | 0,32 € | 2,29 € | 6,30 € | 0,34 € | 6,64 € | 1,97 € | 0,34 € | 2,31 € |

| A.I.A.E | | Matin Cadours | Matin et Soir Coe Soir Cadours |
|------------|--------------------|---------------|--------------------------------------|
| Tranche 1 | De 0€ à 400€ | 1.04 € | 0.98 € |
| Tranche 2 | De 401€ à 600 € | 1.04 € | 0.98 € |
| Tranche 3 | De 601€ à 800 € | 1.06 € | 1.00 € |
| Tranche 4 | De 801€ à 1000 € | 1.15 € | 1.08 € |
| Tranche 5 | De 1001€ à 1200 € | 1.27 € | 1.19 € |
| Tranche 6 | De 1201€ à 1400 € | 1.37 € | 1.30 € |
| Tranche 7 | De 1401€ à 1700 € | 1.48 € | 1.41 € |
| Tranche 8 | De 1701€ à 2000 € | 1.61 € | 1.53 € |
| Tranche 9 | De 2001€ à 3000 € | 1.74 € | 1.65 € |
| Tranche 10 | Plus de 3001€ | 1.87 € | 1.80 € |
| Tranche 11 | 1/4 Supplémentaire | 1.44 € | 1.44 € |

| CENTRE DE LOISIRS S.I.V.S + communes conventionnées | | 1/2 journée Sans repas (mercredi et vacances) | | 1/2 journée Avec repas (mercredi et vacances) | | Pause méridienne Mercredi avec Repas | | Journée vacances | | Forfait semaine de vacances | |
|--|-------------------|--|---------------|--|---------------|---|---------------|------------------|---------------|-----------------------------|--|
| | | Tarif de Base | Tarif de Base | P.A.I | Tarif de Base | P.A.I | Tarif de Base | P.A.I | Tarif de Base | P.A.I | |
| Tranche 1 | De 0€ à 400€ | 3.78 € | 5.96 € | 3.95 € | 5.34 € | 3.34 € | 12.04 € | 10.04 € | 60.30 € | 50.28 € | |
| Tranche 2 | De 401€ à 600 € | 3.79 € | 6.73 € | 4.72 € | 5.36 € | 3.37 € | 12.73 € | 10.72 € | 60.60 € | 50.57 € | |
| Tranche 3 | De 601€ à 800 € | 4.45 € | 7.43 € | 5.41 € | 5.41 € | 3.43 € | 13.49 € | 11.48 € | 61.18 € | 51.20 € | |
| Tranche 4 | De 801€ à 1000 € | 5.12 € | 8.15 € | 6.10 € | 5.46 € | 3.47 € | 14.26 € | 12.24 € | 63.05 € | 52.99 € | |
| Tranche 5 | De 1001€ à 1200 € | 5.82 € | 8.90 € | 6.84 € | 6.20 € | 4.19 € | 15.24 € | 13.21 € | 65.24 € | 55.17 € | |
| Tranche 6 | De 1201€ à 1400 € | 6.64 € | 10.43 € | 8.33 € | 6.65 € | 4.62 € | 17.90 € | 15.83 € | 74.91 € | 64.69 € | |
| Tranche 7 | De 1401€ à 1700 € | 7.36 € | 11.97 € | 9.84 € | 7.50 € | 5.46 € | 19.53 € | 17.44 € | 82.15 € | 71.86 € | |
| Tranche 8 | De 1701€ à 2000 € | 8.08 € | 13.68 € | 11.52 € | 8.36 € | 6.31 € | 21.32 € | 19.21 € | 98.72 € | 88.27 € | |
| Tranche 9 | De 2001€ à 3000 € | 9.47 € | 15.29 € | 13.10 € | 9.25 € | 7.18 € | 23.14 € | 21.02 € | 108.97 € | 98.42 € | |
| Tranche 10 | Plus de 3001€ | 10.89 € | 17.33 € | 15.10 € | 10.15 € | 8.05 € | 25.01 € | 22.87 € | 116.69 € | 106.07 € | |

| CENTRE DE LOISIRS hors S.I.V.S | | 1/2 journée Sans repas (mercredi et vacances) | | 1/2 journée Avec repas (mercredi et vacances) | | Pause méridienne Mercredi avec Repas | | Journée vacances | | Forfait semaine de vacances | |
|-----------------------------------|-------------------|--|---------------|--|---------------|---|---------------|------------------|---------------|-----------------------------|--|
| | | Tarif de Base | Tarif de Base | P.A.I | Tarif de Base | P.A.I | Tarif de Base | P.A.I | Tarif de Base | P.A.I | |
| Tranche 1 | De 0€ à 400€ | 4.90 € | 7.60 € | 5.63 € | 6.80 € | 4.84 € | 15.49 € | 13.53 € | 77.56 € | 67.75 € | |
| Tranche 2 | De 401€ à 600 € | 4.93 € | 8.58 € | 6.62 € | 6.84 € | 4.87 € | 16.38 € | 14.42 € | 77.94 € | 68.13 € | |
| Tranche 3 | De 601€ à 800 € | 5.79 € | 9.46 € | 7.51 € | 6.89 € | 4.94 € | 17.35 € | 15.40 € | 78.69 € | 68.94 € | |
| Tranche 4 | De 801€ à 1000 € | 6.65 € | 10.38 € | 8.42 € | 6.97 € | 5.00 € | 18.34 € | 16.38 € | 81.09 € | 71.28 € | |
| Tranche 5 | De 1001€ à 1200 € | 7.57 € | 11.35 € | 9.39 € | 7.90 € | 5.93 € | 19.60 € | 17.64 € | 83.91 € | 74.10 € | |
| Tranche 6 | De 1201€ à 1400 € | 8.63 € | 13.29 € | 11.31 € | 8.48 € | 6.51 € | 23.03 € | 21.05 € | 96.35 € | 86.48 € | |
| Tranche 7 | De 1401€ à 1700 € | 9.56 € | 15.26 € | 13.28 € | 9.56 € | 7.58 € | 25.11 € | 23.14 € | 105.65 € | 95.78 € | |
| Tranche 8 | De 1701€ à 2000 € | 10.50 € | 17.43 € | 15.46 € | 10.65 € | 8.68 € | 27.43 € | 25.45 € | 126.96 € | 117.09 € | |
| Tranche 9 | De 2001€ à 3000 € | 12.30 € | 19.48 € | 17.50 € | 11.79 € | 9.82 € | 29.76 € | 27.79 € | 140.14 € | 130.27 € | |
| Tranche 10 | Plus de 3001€ | 14.15 € | 22.08 € | 20.11 € | 12.93 € | 10.96 € | 32.17 € | 30.20 € | 150.08 € | 140.22 € | |

| SERVICES | Tarif de Base |
|--------------------------|---------------|
| Alti enfant du personnel | 4,30 € |
| Repas Agents | 4,19 € |
| Repas Adultes Extérieurs | 5,60 € |

Oui l'exposé du Président, après en avoir délibéré, le comité syndical décide :

- D'APPROUVER le fait d'augmenter les tarifs des services proposés aux familles,
- DE VALIDER la grille tarifaire présentée,
- D'AUTORISER Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération et à signer tout document relatif à ce dossier.

| | | | | | | | |
|---------------|-----------|---------------|-----------|---------------------|----------|-----------------|----------|
| Vote : | 11 | Pour : | 11 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|---------------|-----------|---------------|-----------|---------------------|----------|-----------------|----------|

| 1 Enfant en Maternelle - 1 Enfant en Élémentaire - Janvier 2024 - 4,6% Tranche 5 de 1001€ à 1200€ | | | | 1 Enfant en Maternelle - 1 Enfant en Élémentaire Septembre 2023 Tranche 5 de 1001€ à 1200€ | | | | Surcout famille par rapport à septembre 2023 | |
|---|--|------|----------|--|--------|----|---------------|---|----------|
| Septembre 2023 CENTRE DE LOISIRS S.I.V.S | 1/2 journée Avec repas (mercredi et vacances) | Nbre | | 1/2 journée Avec repas (mercredi et vacances) | Nbre | | Tarif de Base | | |
| | 8.90 € | | | | | | | 36 | 320.41 € |
| | 8.90 € | 36 | 320.41 € | | 8.49 € | 36 | | 305.64 € | 14.77 € |

| | | | | | | | | |
|---------------------------------|-----------------------------|-----|------------|--|-----------------------------|-----|------------|----------|
| | Forfait semaine de vacances | | | | Forfait semaine de vacances | | | |
| | 65.24 € | 4 | 260.97 € | | 62.26 € | 4 | 249.02 € | 11.95 € |
| | 65.24 € | 4 | 260.97 € | | 62.26 € | 4 | 249.02 € | 11.95 € |
| Septembre 2023 RESTAURANT | Tarif de Base Maternelle | | Nbre | | Tarif de Base Maternelle | | Nbre | |
| | 4.32 € | 144 | 621.97 € | | 4.12 € | 144 | 593.48 € | 28.49 € |
| | Tarif de Base Élémentaire | | | | Tarif de Base Élémentaire | | | |
| | 4.45 € | 144 | 640.13 € | | 4.24 € | 144 | 610.56 € | 29.57 € |
| Septembre ALAE MATIN et SOIR | 1.27 € | 360 | 456.12 € | | 1.21 € | 360 | 433.84 € | 22.28 € |
| | 1.19 € | 288 | 343.84 € | | 1.14 € | 288 | 329.27 € | 14.57 € |
| | | | 3 224.83 € | | | | 3 076.47 € | 148.36 € |

6. AUTORISATION ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT INVESTISSEMENT 2024 DELIBERATION N°20231127 54

Rapporteur : Président

Monsieur le Président rappelle les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres émis dans les conditions ci-dessous.

Il est proposé au Conseil d'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25 % avant l'adoption du Budget principal qui devra intervenir avant le 15 avril 2024, soit :

| Chapitre | article | Libellé | Crédits ouverts au BP 2023 en dépenses réelles d'équipement | Décisions modificatives 2023 | Restes à réaliser reportés au BP 2023 | Dépenses BP 2023 retenues | Autorisations d'ouvertures de crédits avant le vote du BP 2024 |
|----------|---------|--------------------------------------|---|------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|--|
| 20 | 2031 | Frais d'études | 0.00 € | 0.00 € | 39 434.68 € | -39 434.68 € | 0.00 € |
| | 2051 | Concessions et droits similaires | 150.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 150.00 € | 37.50 € |
| 21 | 21831 | Matériel informatique | 5 875.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 5 875.00 € | 1 468.75 € |
| | 21841 | Matériel de bureau et mobilier | 10 000.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 10 000.00 € | 2 500.00 € |
| | 21848 | Matériel de bureau et mobilier | 960.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 960.00 € | 240.00 € |
| | 2188 | Autres immobilisations corporelles | 94 665.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 94 665.00 € | 23 666.25 € |
| 23 | 2317 | Immobilisations corporelles en cours | 590 000.00 € | 0.00 € | 41 413.98 € | 548 586.02 € | 137 146.51 € |
| | | | | | | Totaux | 165 059.01 € |

État (non exhaustif) des dépenses susceptibles d'intervenir avant le vote du Budget :

- Achat mobilier de bureau - Achat ordinateur - Travaux cour

Où l'exposé du Président, après en avoir délibéré, le comité syndical décide :

- **D'autoriser** jusqu'à l'adoption du budget primitif 2024 le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette, tel que présentés ci-dessus.

- **D'inscrire** les crédits correspondants au budget de l'exercice 2024, lors de son adoption.

| | | | | | | | |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|
| Vote : | 11 | Pour : | 11 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|

7. AUTORISATION DE VIREMENT DE CREDITS ENTRE LES CHAPITRES DELIBERATION N°20231127 55

Rapporteur : Président

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée que par délibération en date 16 juin 2022, la collectivité a décidé de passer à la nomenclature budgétaire et comptable M57.

Dans ce cadre-là, vu l'article L5217-10-6 du CGCT, le conseil d'administration peut déléguer à l'ordonnateur la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel et ce dans la limite ne pouvant dépasser 7.5% des dépenses réelles de chacune des sections.

Où l'exposé du Président, après en avoir délibéré, le comité syndical décide :

- **D'autoriser** Monsieur le Président à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7.5% des dépenses réelles de chaque section.

- **De donner** pouvoir à Monsieur le Président ou à son représentant à prendre toutes les dispositions ainsi qu'à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

| | | | | | | | |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|
| Vote : | 11 | Pour : | 11 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|

8. DECISION MODIFICATIVE N°1 DELIBERATION N°20231127 56

Rapporteur : Président

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée que l'État a octroyé à notre syndicat une avance « filet anti-inflation » de 12 033€.

Le Président indique que le SIVS du Pays de Cadours n'a pas été retenu pour le dispositif, il convient donc de rembourser la somme avancée en 2022. Les crédits ont été prévus au budget 2023 au chapitre 67 article 673 or nous devons émettre le mandat de remboursement au chapitre 65 article 65888.

A cet effet, nous devons effectuer un virement de crédit

Monsieur le Président propose la décision modificative suivante :

| Désignation | Dépenses | | Recettes | |
|---------------------------|--------------|-------------|--------------|------------|
| | Augmentation | Diminution | Augmentation | Diminution |
| Article 673 chapitre 67 | 0.00 € | 12 033.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| article 65888 chapitre 65 | 12 033.00 € | 0.00 € | 0.00 € | 0.00 € |
| TOTAL FONCTIONNEMENT | 12 033.00 € | 12 033.00 € | 0.00 € | 0.00 € |

Où l'exposé du Président, après en avoir délibéré, le comité syndical décide

- **D'approuver** la décision modificative telle que présentée

| | | | | | | | |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|
| Vote : | 11 | Pour : | 11 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|

Rapporteur : Président

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée que la nomenclature M57 implique le prorata temporis pour les immobilisations acquises au cours de l'année.

Le Président indique que le SIVS du Pays de Cadours a acquis des biens courant 2023, qu'il convient donc d'amortir en 2023. Les crédits ont été prévus au budget 2023 mais pas suffisamment.

Monsieur le Président propose la décision modificative suivante :

| Désignation | Diminution sur crédits ouverts | Augmentation sur crédits ouverts |
|---|--------------------------------|----------------------------------|
| D 023 : Virement à la section d'investissement | 3 000,00 € | |
| TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement | 3 000,00 € | |
| D 6811 : Dot. amort. immos incorporelles | | 3 000,00 € |
| TOTAL D 042 : Opérations ordre transf. entre sections | | 3 000,00 € |
| R 021 : Virement de la section de fonctionnement | 3 000,00 € | |
| TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement | 3 000,00 € | |
| R 281721 : Plant. arbres, arbustes (mise à dispo) | | 600,00 € |
| R 281831 : Matériel informatique scolaire | | 1 000,00 € |
| R 281841 : Matériel de bureau et mobilier scolaire | | 900,00 € |
| R 28185 : Matériel de téléphonie | | 500,00 € |
| TOTAL R 040 : Opérations ordre transf. entre sections | | 3 000,00 € |

Oui l'exposé du Président, après en avoir délibéré, le comité syndical décide :

- D'approuver la décision modificative telle que présentée

| | | | | | | | |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|
| Vote : | 11 | Pour : | 11 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|

Rapporteur : Président

Monsieur le Président informe l'assemblée qu'à la demande du Service de Gestion Comptable de Grenade, il est nécessaire de fixer les cadences d'amortissement obligatoires manquantes. Le tableau ci-après récapitule aussi les cadences existantes.

Monsieur le Président propose le tableau suivant :

| Article | Libellé | Durée |
|---------|---|--------|
| 2031 | Frais d'études (non suivi de réalisation) | 5 ans |
| 2032 | Frais de recherche et de développement | 5 ans |
| 2033 | Frais d'insertion (non suivi de réalisation) | 5 ans |
| 2051 | Concessions et droits similaires | 5 ans |
| 2087 | Immobilisations incorporelles reçues au titre d'une mise à disposition | 5 ans |
| 2088 | Autres immobilisations incorporelles | 5 ans |
| 2121 | Plantations d'arbres et d'arbustes | 15 ans |
| 21568 | Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile | 10 ans |
| 21572 | Matériel technique scolaire | 10 ans |
| 215741 | Installations matériel et outillage des cantines scolaires | 10 ans |
| 2158 | Autres installations matériel et outillages techniques | 10 ans |
| 21721 | Plantation arbres et arbustes (reçu au titre d'une mise à disposition) | 15 ans |
| 217831 | Matériel informatique scolaire (reçu au titre d'une mise à disposition) | 10 ans |
| 217838 | Autre matériel informatique (reçu au titre d'une mise à disposition) | 10 ans |
| 217841 | Matériel de bureau et mobilier scolaires (reçu au titre d'une mise à disposition) | 10 ans |

| | | |
|-------|---|--------|
| 21788 | Autres (reçu au titre d'une mise à disposition) | 10 ans |
| 21828 | Autres matériels de transport | 8 ans |
| 21831 | Matériel informatique scolaire | 5 ans |
| 21838 | Autre matériel informatique | 5 ans |
| 21841 | Matériel de bureau et mobilier scolaires | 15 ans |
| 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | 15 ans |
| 2185 | Matériel téléphonie | 5 ans |

Le président informe que par délibération du 26 mai 2023 le seuil unitaire d'amortissement des immobilisations sur 1 an était fixé à 1000€, qu'il convient de descendre ce seuil à 300€. Il propose, concernant l'amortissement des biens de faible valeur, de déroger au prorata temporis et d'amortir en année pleine N+1.

Où l'exposé du Président, après en avoir délibéré, le comité syndical décide :

- **D'approuver** les durées d'amortissement comme récapitulées ci-dessus.

| | | | | | | | |
|---------------|-----------|---------------|-----------|---------------------|----------|-----------------|----------|
| Vote : | 11 | Pour : | 11 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|---------------|-----------|---------------|-----------|---------------------|----------|-----------------|----------|

11. DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DANS LE CADRE DU FONDS PUBLIC ET TERRITOIRE **DELIBERATION N°20231127 59**

Rapporteur : Président

Monsieur le Président indique à l'assemblée que la Convention d'Objectifs et de Gestion signée entre la Caisse Nationale d'Allocations Familiales et l'État pour la période 2023-2027 définit les priorités d'intervention et les moyens des caf pour les 5 prochaines années.

Elle s'incarne autour de deux enjeux principaux qui sont :

- Revenir à une meilleure qualité de service, attendue par nos concitoyens,
 - Mettre en œuvre des projets porteurs de progrès pour tous.
Ainsi que des ambitions majeures qui sont déclinées sous 3 axes principaux :
 - Développer des services attentionnés à chaque étape de la vie avec l'idée de favoriser l'accès aux activités péri et extrascolaires pour les enfants et les jeunes
 - Garantir un accès efficace au juste droit en rénovant notre modèle de délivrance des prestations et notre stratégie de service
 - Mobiliser tous les leviers de performance pour accompagner les transformations
- Les Caisses d'Allocations Familiales disposent d'un fonds national, le fonds « Publics et Territoires », qui vise à aider financièrement les projets ayant un impact significatif sur les territoires et les populations ciblés dans le cadre des axes suivants :
- Renforcer l'accueil des enfants en situation de handicap dans les établissements d'accueil du jeune enfant ou les accueils de loisirs sans hébergement (enfance et jeunesse) par une aide au fonctionnement, (Axe 1)
 - Adapter l'offre d'accueil petite enfance aux besoins des publics confrontés à des horaires spécifiques, à des questions d'employabilité ou à des situations de fragilité (enfance) par une aide au fonctionnement, (Axe 2)
 - Soutenir les projets portés par des adolescents (jeunesse) par une aide au fonctionnement ou à l'investissement, (Axe 3)
 - Accompagner les problématiques territoriales des équipements et services d'accueil (enfance et jeunesse) par une aide au fonctionnement ou à l'investissement, (Axe 4)
 - Accompagner les difficultés structurelles rencontrées par des établissements d'accueil de jeunes enfants (Axe 5)
 - Soutenir les actions relevant d'une démarche innovante (petite enfance et jeunesse) par une aide au fonctionnement. (Axe 6).

Ce dispositif s'adresse aux collectivités et EPCI qui, via leurs structures, sont en contact avec les familles, les enfants, les jeunes et développent des actions au plus proche de leurs besoins.

Considérant qu'il est nécessaire de mettre en œuvre des actions afin de redynamiser l'espace jeunes, projet correspondant à l'axe 4 de Fonds Publics et Territoires.

Le service Enfance Jeunesse du SIVS propose d'élaborer des outils de communication afin de permettre à tous les jeunes du territoire d'identifier la structure et ses actions et de conduire une démarche d'aller vers afin de rencontrer, de mobiliser et de réduire les inégalités en matière d'accès à la structure jeunesse et aux activités de loisirs.

Pour ce faire, il est nécessaire de :

- de créer des outils de communication plus pertinents
- d'embaucher un animateur
- de proposer des animations avec un intervenant extérieur pendant les maraudes pour essayer de mobiliser les jeunes

Le coût de ce projet est estimé à 9 245.00 € TTC.

Monsieur le président informe l'assemblée que la CAF a lancé un appel à projets dans le cadre de Fonds Publics et Territoire (FPT) pour 2024.

Où l'exposé du Président, après en avoir délibéré, le comité syndical décide :

- **D'autoriser** Monsieur le Président à solliciter une demande de subvention auprès de la CAF dans le cadre du Fonds publics et territoires
- **D'autoriser** Monsieur le Président à signer tout document afférent.

| | | | | | | | |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|
| Vote : | 11 | Pour : | 11 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|



12. MATERIEL DE LAVAGE RESTAURANTS SCOLAIRES – DEMANDE DE SUBVENTIONS CAF, ADEME ET CD 31 DELIBERATION N°20231127 60 - 20231127 61 - 20231127 62

Rapporteur : Président

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée que les lois Egalim et Agec fixent, pour la restauration collective, des objectifs de substitution des contenants alimentaires composés de plastique utilisés pour la cuisson, la réchauffe et le service à horizon 2025 (ou 2028 pour les plus petites communes).

Monsieur le Président précise que dans le cadre de l'appel à projets pour le réemploi, la réduction et la substitution des emballages et contenants, notamment plastiques à usage unique, l'Adème a été dotée d'une enveloppe de 40 millions d'euros. Ce dispositif d'aide et de financement permet une mise en œuvre en faveur de la transition écologique et du développement durable sur le territoire.

Monsieur le président informe l'assemblée qu'afin de mener à bien cette substitution des emballages plastiques à usage unique, une étude de faisabilité a été réalisée par GAMMA Conception, visant à :

- Proposer une solution de remplacement des contenants à usage unique
- Analyser et proposer des solutions pour traiter le surplus de lavage au regard des équipements de laverie existant sur les 4 sites.

Cette étude a démontré qu'afin d'éliminer les contenants à usage unique de nos restaurants scolaires, le matériel de lavage devait être remplacé et il convenait d'acquérir des contenants réutilisables. Une consultation a été lancée par les services du SIVS.

Monsieur le Président présente les devis suivants :

JMJ Cuisine : 45 651.00 € HT soit 54 781.20 € TTC pour le matériel de lavage

Henri Julien : 1 252.60 € HT soit 1 503.12 € TTC pour les contenants réutilisables.

Où l'exposé du Président, après en avoir délibéré, le comité syndical décide :

- **D'approuver** les devis présentés par JMJ Cuisine et Henri Julien.

- D'autoriser Monsieur le Président à solliciter une aide la plus élevée possible auprès de l'ADEME, au CD31 et à la CAF
- D'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents liés à cette opération.

| | | | | | | | |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|
| Vote : | 11 | Pour : | 11 | Abstention : | 0 | Contre : | 0 |
|--------|----|--------|----|--------------|---|----------|---|

L'ordre du jour du Conseil Syndical étant terminé, Monsieur le Président propose de passer à quelques questions ou sujets complémentaires.

QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES

A. RENOVATION ENERGETIQUE ECOLE ELEMENTAIRE CADOURS

Rapporteur : Président

Point Financement :

| | Montant Total HT de l'opération | 1 359 676.00 € |
|----------------|---|---------------------|
| | Montant de l'opération pris en compte Par Chaque Partenaire | Aide |
| ETAT FOND VERT | 1 356 176 € | 406 852.80 € |
| CD31 | 1 097 100 € | 408 889.17 € |
| ADEME 1 | 21 726 € | 15 208.20 € |
| | Montant Total des Aides | 830 950.17 € |

61.11%

Reste à trouver : 228 725.83 € (Région, ADEME 2, ETAT EDURENOV, CAF, Europe ..) soit au total arriver à 78% d'aides, l'Auto financement représentant: 300 000 € soit 22%

| Planning Projets Espérés | 2023 | | | | 2024 | | | | | | | | | | | |
|---|-----------|---------|----------|----------|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|
| | SEPTEMBRE | OCTOBRE | NOVEMBRE | DÉCEMBRE | JANVIER | FÉVRIER | MARS | AVRIL | MAI | JUIN | JUILLET | AOÛT | SEPTEMBRE | OCTOBRE | NOVEMBRE | DÉCEMBRE |
| Conception Marché MOE | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Publication Marché MOE | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Remise offres et Analyse Phase 1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Demande offre chiffrée et Analyse offre | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Désignation MOE | | | | | | X | | | | | | | | | | |
| Etude Avant Projet Sommaire/Définitif | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dossier Permis de Construire | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Etude de Projet et Plans d'exécution | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Assistance aux Contrats de Travaux | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dossier Consultation Entreprises | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Attribution Marché Travaux | | | | | | | | | | | | X | X | | | |
| Preparation chantier | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Travaux Préparatoires | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Travaux 16 MOIS (10+6) | | | | | | | | | | | | | | | | |

Reprise Cour d'école après forages et renaturation.

Le Cabinet ISTHME a été mandaté pour réaliser une proposition technique chiffrée.

Dépôt DETR Décembre 2023

| | | |
|---------------------------------|------------|------------------|
| Montant Total Ht de l'opération | | 165 000 € |
| ETAT DETR/FOND VERT | 20% | 33 000 € |
| CD31 | 40% | 66 000 € |
| REGION / ADEM | 10% | 16 500 € |
| CAF | 3% | 4 950 € |
| EUROPE | | |
| | | |
| Montant Total des Aides | 73% | 120 450 € |
| Autofinancement | | 44 550 € |

Non Contractuel

B. EFFECTIFS SCOLAIRES 2024/2025

Rapporteur : Président

Monsieur le Président rappelle aux membres du SIVS qu'une étude de la prospective scolaire sur le territoire du SIVS du Pays de Cadours a été réalisée par le service Stratégie et Planification d'Haute-Garonne Ingénierie (HGI).

Une présentation de cette étude a été faite aux membres du bureau, par HGI, le 19 juin 2023. Les résultats ont été restitués et discutés en conseil syndical le même jour.

Pour actualiser ces données prospectives, le service administratif du SIVS a sollicité, au travers d'un mail, l'ensemble des communes membres afin qu'elles fournissent les données concernant les enfants nés en 2021 et en 2022.

C. INVESTISSEMENT ALAE / ALSH

Rapporteur : Président

Monsieur le Président annonce que le service Enfance-Jeunesse du SIVS a porté à sa connaissance divers besoins en matière d'investissement pour les ALAE mais également pour l'ALSH. Les agents ont été invités à hiérarchiser ces besoins. Ces demandes devront faire l'objet d'un arbitrage en vue du vote du budget 2024.

D. FONDS DE SOUTIEN – REVALORISATION GRILLE ET POINT D'INDICE

Rapporteur : Président

Monsieur le Président rappelle que dans le cadre du développement des activités périscolaires, le SIVS perçoit de l'Etat, environ 20 000€ par an, au titre du fonds de soutien (90€ par enfant scolarisé).

Monsieur le Président informe que par arrêté ministériel du 20 septembre 2023, l'état diminuait de moitié les montants alloués aux communes bénéficiaires du fonds de soutien au développement des activités périscolaires, pour l'année 2023/2024. Ainsi, le taux du montant forfaitaire versé aux communes dans le cadre du fonds de soutien, devait passer à 25 euros par élève tandis que le taux de la majoration forfaitaire dont bénéficient certaines communes en difficulté, était fixé à 20 euros, soit à 45€ par enfant scolarisé.

Bien que cet arrêté a été abrogé en date du 26 octobre 2023, Monsieur le Président alerte les membres sur une possible diminution voire suppression future du fonds de soutien.

Monsieur le Président informe également, qu'après une revalorisation de la valeur du point d'indice en juillet dernier pour l'ensemble des agents, le SIVS va devoir faire face à une révision des grilles indiciaires à compter du 1^{er} janvier 2024.

Ces nouvelles mesures auront des impacts sur les budgets à venir du SIVS.

E. PRIME POUVOIR D'ACHAT

Rapporteur : Président

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat ;

Vu le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du comité social territorial en date du,

Considérant que le montant de cette prime est modulable en fonction du niveau de rémunération des agents publics dans le respect des plafonds définis réglementairement ;

L'autorité territoriale propose à l'assemblée délibérante, afin d'amortir le choc de l'inflation et de soutenir le pouvoir d'achat des agents publics, d'instaurer la prime forfaitaire de pouvoir d'achat, selon les modalités suivantes :

LES BENEFICIAIRES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

La présente prime est attribuée aux agents fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public sous réserve de remplir les conditions cumulatives ci-dessous :

- Avoir été nommés ou recrutés à une date d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2023,
- Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023,
- Être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023.

La rémunération brute prise en compte est celle perçue au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, déduction faite de la prime de garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) et de la rémunération issue des heures supplémentaires défiscalisées.

LA DETERMINATION DU MONTANT

Les montants pouvant être alloués varient en fonction de la rémunération de l'agent sur la période de référence. Dans la limite du plafond prévu pour chaque niveau de rémunération défini, il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de déterminer le montant de la prime :

| Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 | Plafond maximum de la prime de pouvoir d'achat pour un poste à temps complet |
|--|--|
| Inférieure ou égale à 39 700 € | 150 € |

Le montant de la prime, est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Lorsque l'agent n'a pas été employé et rémunéré pendant la totalité de la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, le montant de la rémunération brute est divisé par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis multiplié par douze pour déterminer la rémunération brute.

Lorsque plusieurs employeurs publics ont successivement employé et rémunéré l'agent au cours de la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par l'employeur qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023, corrigée si besoin pour correspondre à une année pleine.

LES CONDITIONS DE VERSEMENT

Cette prime est versée par l'employeur public qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023.

Lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent l'agent au 30 juin 2023 la prime est versée par chacun d'entre eux.

Cette prime est versée en un versement unique avant le 30 juin 2024.

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle n'est pas reconductible.

LES CONDITIONS DE CUMUL

Cette prime est cumulable avec toute autre prime et indemnité perçue par l'agent, à l'exception de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics civils de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique hospitalière ainsi que pour les militaires.

L'ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

L'attribution de la prime exceptionnelle à chaque agent fait l'objet d'un arrêté individuel conformément aux modalités d'attribution définies par la présente délibération.

Après avoir délibéré, le Conseil décide :

- Que la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle sera versée aux agents remplissant les conditions réglementaires, et selon les modalités ci-dessous :

| Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 | Plafond maximum de la prime de pouvoir d'achat pour un poste à temps complet |
|--|--|
| Inférieure ou égale à 39 700 € | 150 € |

F. OPERATION PETITS DEJEUNERS

L'opération a été reconduite depuis la rentrée sur les fonds excédentaires de l'année précédente.

Depuis la rentrée scolaire les services de l'Education Nationale sont relancés toutes les semaines pour obtenir et signer une nouvelle convention.

A ce jour nous n'avons aucune réponse et personne n'est en mesure de nous dire quand pourra être signée la nouvelle convention.

En conséquence et nous le regrettons, nous mettrons fin à cette action le 31 décembre prochain.

Toutefois si d'ici là la convention était approuvée, nous continuerons ce service fort apprécié par les enfants et les familles.

CLOTURE DU CONSEIL SYNDICAL A : 19 H 15

QUESTIONNES ET INFORMATIONS DIVERSES

A. DATE DES PROCHAINS CONSEILS SYNDICAUX

| | Date | Objet | Lieu | Heure |
|-----------------|---------------------------|--------------------------|------------------------|-------|
| S.I.V.S Pays de | mercredi 13 décembre 2023 | REMISE AIDE SOCIALE SIVS | Hôtel de Ville Cadours | 9h30 |
| | vendredi 15 décembre 2023 | BUREAU SIVS | Hôtel de Ville Cadours | 17h00 |
| | vendredi 15 décembre 2023 | CONSEIL SYNDICAL SIVS | Hôtel de Ville Cadours | 17h30 |
| | vendredi 2 février 2024 | BUREAU SIVS | Hôtel de Ville Cadours | 17h30 |
| | vendredi 9 février 2024 | CONSEIL SYNDICAL SIVS | Hôtel de Ville Drudas | 17h30 |
| | vendredi 22 mars 2024 | BUREAU SIVS | Hôtel de Ville Cadours | 17h30 |
| | vendredi 29 mars 2024 | CONSEIL SYNDICAL SIVS | Hôtel de Ville Vignaux | 17h30 |

| | | | |
|----------------------------|--------------------------------------|------------------------------|-------|
| mardi 7 mai 2024 | CEREMONIE ECOLES ELEMENTAIRE CADOURS | Cérémonie Monument aux morts | 14h30 |
| lundi 13 mai 2024 | BUREAU SIVS | Hôtel de Ville Cadours | 17h30 |
| vendredi 17 mai 2024 | CONSEIL SYNDICAL SIVS | Hôtel de Ville Brignemont | 17h30 |
| vendredi 21 juin 2024 | BUREAU SIVS | Hôtel de Ville Cadours | 17h30 |
| vendredi 28 juin 2024 | CONSEIL SYNDICAL SIVS | Hôtel de Ville Le Gres | 17h30 |
| vendredi 20 septembre 2024 | BUREAU SIVS | Hôtel de Ville Cadours | 17h30 |
| vendredi 27 septembre 2024 | CONSEIL SYNDICAL SIVS | Hôtel de Ville Lareole | 17h30 |
| vendredi 8 novembre 2024 | BUREAU SIVS | Hôtel de Ville Cadours | 17h30 |
| vendredi 15 novembre 2024 | CONSEIL SYNDICAL SIVS | Hôtel de Ville Cox | 17h30 |
| vendredi 29 novembre 2024 | BUREAU SIVS | Hôtel de Ville Cadours | 17h30 |
| vendredi 6 décembre 2024 | CONSEIL SYNDICAL SIVS | Hôtel de Ville Caubiac | 17h30 |
| mercredi 11 décembre 2024 | PREVI REMISE AIDE SOCIALE SIVS | Hôtel de Ville Cadours | 9h00 |

Ces dates sont données à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiées.

REMERCIEMENT À LA COMMUNE DE COX, D'AVOIR ACCUEILLI CE CONSEIL SYNDICAL

Le Président du SIVS Pays de Cadours

Didier LAFFONT



Le Secrétaire de séance

Mélanie DUPRAT